

RAPPORT FINAL

Atelier d'échange sur l'effet de la prise en compte des normes sociales dans la Santé des Adolescents et des jeunes



Août 2024

1- INTRODUCTION

En collaboration avec l'ONG Initiatives Chrétiennes Pour la promotion Humaine (ICPH) et le Programme National de la Santé Scolaire et Universitaire – Santé Sexuelle des Adolescents et des Jeunes (PNSSU – SSAJ), La Communauté d'Apprentissage sur les Normes Sociales et l'agentivité en Afrique Francophone (CAPANS) a organisé à Abidjan le 09 août 2024, un atelier de partage d'expérience entre les chercheurs et les praticiens. Le thème de cet atelier était « l'impact des normes sociales dans la recrudescence des grossesses précoces non désirées ».

Cette rencontre qui s'est déroulée dans la salle de formation de l'Association Ivoirienne pour le Bien-Etre Familial (AIBEF) a rassemblé 27 participants sur les 30 attendus.

Il s'agissait au cours de cet atelier de réunir des acteurs intervenants au niveau de la Côte d'Ivoire pour connaître leurs avancées dans les recherches et interventions sur les normes sociales et l'Agentivité.

2- RAPPELS DES OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif général était d'explorer l'engagement des organisations dans la recherche et les interventions sur les normes sociales et l'agentivité dans le domaine de la santé sexuelle des adolescents et des jeunes.

De manière spécifique, il s'agissait de :

- Promouvoir la communauté d'apprentissage sur les normes sociales et l'Agentivité en Afrique francophone ;
- Identifier les organisations qui font des recherches et ou des interventions sur les normes sociales,
- Déterminer les thématiques prioritaires pour le pays en matière des interventions et la recherche sur normes sociales et l'Agentivité.
- Identifier les besoins de renforcement de la capacité des organisations et acteurs du pays dans la recherche et des interventions sur normes sociales

3- DEROULEMENT DE L'ATELIER

3.1. Cérémonie d'ouverture

Une cérémonie d'ouverture a lancé l'atelier d'Abidjan avec trois allocutions : une du Président exécutif de l'ONG Initiatives Chrétiennes pour la Promotion Humaine (ICPH, Pasteur KEO Kognon, Co-organisatrice de l'atelier, une 2nde de M. DIAWARA Ismael de BINAI représentant la Conseillère Régionale de CAPANS, Mariam Diakité et d'une représentante du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Docteur BONI Marie Flore, Chef de

service au Programme National de la Santé Scolaire et Universitaire – Santé Sexuelle des Adolescents et des Jeunes (PNSSU – SSAJ)

, partenaire .

Chaque intervenant a salué cette opportunité offerte par CAPANS en vue d'échanger sur la compréhension liée aux normes sociales et surtout à l'agentivité.

3.2. Présentations et échanges sur les normes sociales

Quatre présentations suivies d'échanges ont meublé cette rencontre.

M. DIAWARA Ismaël au nom de la CAPANS a fait une présentation générale de cette organisation. L'intervenant a donné un aperçu sur la vision, la mission, les objectifs et les membres de la CAPANS. Un point d'honneur a été fait sur la cartographie des Normes sociales dans 10 pays identifiant des Interventions sur le changement des normes sociales et les normes sociales qui influencent les comportements de santé. Au total 129 interventions normatives examinées. On pourra retenir dans cette cartographie que les normes de genre sont les plus fréquentes suivi par des normes liées à la santé de la reproduction et planification familiale. Les normes sociales liées au mariage des adolescentes et jeunes filles et celles liées aux mutilations génitales féminines sont les moins fréquentes.

Selon l'intervenant, l'efficacité d'une stratégie de changement social et comportemental dépend d'une bonne connaissance des déterminants du comportement désiré.

Ces déterminants sont essentiellement de deux ordres : facteurs environnements tels que les normes sociales ou de genre et les facteurs internes à l'individu essentiellement liés à sa capacité d'action (l'agentivité).

« L'agentivité représente la capacité des individus à prendre des décisions et à agir de manière autonome, en prenant conscience des opportunités et des contraintes ». L'agentivité pourrait se définir aussi comme la capacité de l'être humain à agir de façon intentionnelle sur lui-même, sur les autres et sur son environnement. La VOLONTÉ d'agir : Il s'agit d'une pulsion intérieure qui pousse l'individu à initier une action -La CAPACITÉ d'agir : Avoir la capacité pratique, les compétences et les ressources nécessaires pour traduire les intentions en actions ; CHOIX d'agir : la prise de décision consciente qui guide les actions intentionnelles

Les normes sociales sont les règles souvent implicites et informelles que la plupart des gens acceptent. Les normes sont influencées par les systèmes de croyance, la perception de ce que les autres attendent et font, et parfois par des récompenses et de sanctions perçues.

La projection d'un film documentaire sur « Comment surmonter les barrières sociales liées à la planification familiale en Afrique de l'Ouest », avec l'approche Terikunda Jékulu (TJ) dans les projets communautaires-Expériences de la mise à l'échelle au Mali.

La deuxième partie de l'intervention de M. Diawara s'est focalisée sur la compréhension de l'agentivité.

A la suite de M. DIAWARA, M. SORO Gaoussou Roger, Directeur Exécutif d'une ONG locale dénommée Animation Rurale de Korhogo (ARK) a présenté l'expérience de l'ARK dans la transformation des normes sociales dans la lutte contre les mutilations génitales féminines.

Pourquoi la lutte contre les MGF rencontre encore de nombreux obstacles ? A cette interrogation, M. SORO affirme que les avancées vers l'élimination des mutilations génitales féminines d'ici à 2030 sont encore entravées par le Poids culturel et les normes sociales. Aussi, de nombreuses actions ont été menées par son organisation. De 2000 à ce jour, plusieurs projets exécutés au cours desquels les actions suivantes ont été effectuées à travers une étude socioculturelle en vue de comprendre ce phénomène, la sensibilisation des communautés sur les dangers sur la santé des filles et sur la loi contre l'excision. Les mouvements d'exciseuses externes provenant des pays limitrophes ont été découragés à travers la mise en place d'un Comité Régional de lutte contre l'excision et de répression composée des autorités administratives, coutumières, religieuses et des forces de l'ordre.

Au niveau du système éducatif, M. ATTA, Secrétaire Général de la Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation de Korhogo a quant à lui présenté « l'impact des normes sociales dans la recrudescence des grossesses précoces non désirées ». En effet, Les grossesses en cours de scolarité constituent un défi majeur d'éducation et de santé publique, particulièrement en Côte d'Ivoire car le pays a enregistré **4137** cas de grossesses en 2023-2024 contre **3588** en 2022-2023. Des chiffres qui restent très alarmants pour le système éducatif ivoirien au regard des gros efforts consentis par l'Etat ivoirien pour assurer l'éducation de ces jeunes filles. Aussi est-il nécessaire d'associer plusieurs acteurs, surtout développer de projets dans la promotion des normes sociales et de lutte contre les grossesses en milieu scolaire.

Le Professeur VONAN Amangoua Pierre Claver, Sociologue, Consultant en Santé Sexuelle et Reproductive, Enseignant-Chercheur à l'Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan a analysé un cas de norme sociale barrière à l'accès des jeunes à l'offre de santé sexuelle: ABSENCE DE COMMUNICATION INTRA-FAMILIALE SUR LA SEXUALITE OU LE TABOU SUR LA SEXUALITE AU SEIN DES FAMILLES. Une recherche plus profonde a induit une incursion dans la vie familiale et même affective des élèves d'un Groupe scolaire dans un quartier de la ville

d'Abidjan, mais en prenant soin de respecter la limite des questions d'éthique et de préservation de l'intimité. Il en est ressorti une absence généralisée de communication entre ces derniers et leurs parents.

L'étude a mis en lumière les facteurs socioculturels qui contribuent à la persistance des grossesses chez les adolescentes, notamment l'absence de communication parents-enfants et le manque d'éducation sexuelle dans les familles du fait du tabou qui entoure toujours le sexe en général

Les parents pensent que l'éducation sexuelle doit se faire le plus tard possible tandis que les adolescents, eux, ballotés par des messages vantant les charmes du sexe aussi bien dans les publicités, clips, chants et films...expriment leur besoin d'être informés le plus tôt possible, ce qui les amène à rechercher des informations en dehors de leur parents. Toute chose qui par ailleurs induit des entrées précoces et non préparées des adolescents dans la vie sexuelle

Il en ressort l'importance de la prise de conscience chez les parents de l'importance de la communication avec leurs enfants et le besoin de formation des ceux-ci aux questions de la sexualité.

Des échanges en termes de contributions et de questions ont suivis suite à ces différents exposés.



Une vue des participants de l'atelier

3.3. Plan d'action Pays à travers l'identification des besoins de renforcement en matière des normes sociales en lien avec les thématiques sélectionnées.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action Pays, un TRAVAIL DE REFLEXION (Brainstorming) a été organisé avec l'ensemble des participants.

Ci-dessous les activités essentielles énumérées

1) Identifier des thématiques prioritaires en termes de normes sociales

- Le rapport au corps au niveau des adolescents (tatouage, percing, ...)
- Communication parents-enfants sur l'éducation sexuelle

- Promotion de l'éducation communautaire
- Renforcement des capacités des acteurs sur la convention de l'enfant africain (CADBE)
- Inclusion sociale et genre
- Accès équitable à l'information et aux services de santé
- Influence des médias et des pairs
- Promotion de l'éducation complète à la sexualité/éducation à la santé et à la vie saine
- Contraception moderne (tabous, ...)
- Autonomie corporelle
- Promouvoir l'égalité du genre par la déconstruction, la construction et la reconstruction des normes sociales
- Etablir une communication claire et efficace en se basant sur nos propres cultures

2) Les besoins de renforcement de capacité sur les normes sociales

- Formation des éducateurs et des parents
- Formation des prestataires de santé et agents de santé communautaire
- Formation des leaders communautaires et religieux
- Formation des travailleurs communautaires
- Formation en compétence de vie
- Formation sur le leadership féminin et confiance en soi
- Formation des parlementaires et des ministères techniques sur les normes sociales et l'agentivité

3) Proposer des activités pour la RCI

- Renforcement de l'agentivité économique
- Organisation de rencontres semestrielles de la CAPANS CI
- Organisation de dialogue communautaire sur la Santé Sexuelle et Reproductive
- Organisation des sensibilisations des adolescents sur les droits et leurs devoirs
- Organiser des ateliers de cercles de paroles
- Programme de bourse aux jeunes filles mères

4) Comment mettre en place une plateforme pour la RCI

A cette question, il a été demandé aux participants d'envoyer leurs propositions à CAPANS au mail suivant : capafrancophone@gmail.com

3.4. Cérémonie de clôture

Comme en l'entame de l'atelier, les trois officiels, à savoir le Président exécutif de l'ONG Initiatives Chrétiennes pour la Promotion Humaine (ICPH), Pasteur KEO Kognon, M. DIAWARA Ismael de BINAI représentant la Conseillère Régionale de CAPANS, Mariam Diakité et la représentante du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Docteur BONI Marie Flore, Chef de service au Programme National de la Santé Sexuelle-Santé Adolescents &

Jeunes ont tour à tour exprimé leurs satisfactions pour ce premier atelier qui s'est déroulé à Abidjan et ont invité les organisations présentes à adhérer à la CAPANS locale et à intégrer au sein de leurs différents projets un aspect portant sur les normes sociales.

Dr BONI a au nom de Monsieur le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique clos la rencontre à 16h 00.